

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1961 B 40018

Numéro SIREN : 886 180 181

Nom ou dénomination : STC AUDIT & CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 06/02/2019 sous le numéro de dépôt 1717

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE

445 boulevard Gambetta

CS 60455

59338 Tourcoing Cedex

STC AUDIT & CONSEIL SA

156 chaussée Pierre Curie

59200 Tourcoing

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : STC AUDIT & CONSEIL

Numéro RCS : 886 180 181

Numéro Gestion : 1961B40018

Forme Juridique : Société anonyme

Adresse: 156 chaussée Pierre Curie
59200 Tourcoing

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 30/09/2017

Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposés le : 29/01/2019

Sous le numéro : 1717

Délivré à Lille Métropole le 6 février 2019

Le Greffier,



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/17	Net au 30/09/16
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	18 017	6 015	12 002	
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	356 000	279 936	76 064	38 710
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	216 423		216 423	216 423
Autres titres immobilisés	1 457		1 457	2 313
Prêts				
Autres immobilisations financières	111 832		111 832	113 373
ACTIF IMMOBILISE	1 341 319	285 951	1 055 367	1 008 409
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 111 629	248 100	1 863 530	1 887 345
Fournisseurs débiteurs	15 500		15 500	7 125
Personnel	3 247		3 247	73
Etat, Impôts sur les bénéfices	38 151		38 151	90 739
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	32 079		32 079	30 312
Autres créances	85 217		85 217	75 088
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	400 303		400 303	400 340
Disponibilités	662 627		662 627	485 551
Charges constatées d'avance	80 843		80 843	61 277
ACTIF CIRCULANT	3 429 596	248 100	3 181 496	3 037 850
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	4 770 915	534 051	4 236 864	4 046 259

Bilan

	Net au 30/09/17	Net au 30/09/16
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	620 603	546 195
Report à nouveau	77 546	32 877
Résultat de l'exercice	642 375	618 037
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	1 914 328	1 770 913
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	52 650	
Découverts et concours bancaires	1 901	1 095
Emprunts et dettes financières diverses	7 466	6 766
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	11 931	14 958
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	8 996	7 348
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 623	173 492
Personnel	199 829	197 732
Organismes sociaux	217 675	214 374
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	385 356	409 503
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	58 354	56 137
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	28 200	14 384
Produits constatés d'avance	1 158 555	1 179 558
DETTES	2 322 535	2 275 345
Ecarts de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	4 236 864	4 046 259

Compte de résultat

	30/09/17	30/09/16
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 438 458	5 299 618
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	133 448	108 261
Total	5 571 906	5 407 879
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 300 372	1 240 811
Total	1 300 372	1 240 811
Impôts, taxes et vers. assim.	106 076	100 759
Salaires et Traitements	2 181 665	2 191 592
Charges sociales	899 735	908 178
Amortissements et provisions	120 647	112 938
Autres charges	58 702	49 717
Total	3 366 825	3 363 186
RESULTAT D'EXPLOITATION	904 710	803 882
Produits financiers	4 293	37 248
Charges financières	151	
Résultat financier	4 142	37 248
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	908 851	841 130
Produits exceptionnels		4 420
Charges exceptionnelles		-4 420
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés	266 476	218 673
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	642 375	618 037

Annexe

Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques		x	
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations	x		
- Frais d'établissement		x	
- Frais de recherche et de développement		x	
- Fonds commercial	x		
- Intérêts immobilisés		x	
- Immobilisations en cours de production		x	
- Approche par composant		x	
- Estimation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille		x	
- Liste des filiales	x		
- Détail des amortissements		x	
- Tests de dépréciation des immobilisations		x	
- Informations sur les stocks		x	
- Etat des échéances des créances	x		
- Produits à recevoir	(Détail)		
- Informations sur la créance résultant du report en arrière des déficits		x	
- Dépréciation des immobilisations		x	
- Dépréciation des stocks		x	
- Dépréciation des créances		x	
- Dépréciation des valeurs mobilières		x	
- Intérêts sur éléments de l'actif circulant		x	
- Composition du capital social	x		
- Parts bénéficiaires		x	
- Obligations convertibles échangeables		x	
- Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		x	
- Tableau de variation des capitaux propres		x	
- Provisions réglementées		x	
- Provisions pour risques et charges		x	
- Etat des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des sûretés réelles		x	
- Charges à payer	(Détail)		
- Passifs sans évaluation fiable		x	
- Primes de remboursement d'emprunts		x	
- Ecart de conversion sur créances et dettes		x	
- Clause de réserve de propriété		x	
- Dettes et créances représentées par des effets de commerce		x	
- Différences d'évaluation sur éléments fongibles		x	
- Actions propres		x	
- Règlement des difficultés des entreprises		x	
- Charges constatées d'avance	(Détail)		
- Produits constatés d'avance	(Détail)		

Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Ventilation du chiffre d'affaires net		X	
– Contrats à long terme		X	
– Frais accessoires d'achat		X	
– Informations sur les honoraires des commissaires aux comptes		X	
– Eléments imputables à un autre exercice		X	
– Opérations faites en commun		X	
– Résultat financier		X	
– Transferts de charges d'exploitation et financières		X	
– Transactions avec des parties liées		X	
– Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice		X	
– Eléments exceptionnels		X	
– Transferts de charges exceptionnelles		X	
– Base de l'impôt sur les sociétés		X	
– Impact des évaluations fiscales dérogatoires		X	
– Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		X	
– Incidence des modifications votées entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes		X	
– Accroissements et allègements de la dette future d'impôt		X	
– Intégration fiscale : Identité de la société tête de groupe	X		
– Evénements postérieurs à la clôture		X	
– Informations sur transactions effectuées sur les marchés de produits dérivés		X	
– Effectifs		X	
– Compte Personnel de Formation (C.P.F)		X	
– Avances et crédits alloués aux dirigeants sociaux		X	
– Rémunération globale et par catégorie de dirigeants		X	
– Identité de la société mère consolidant les comptes de la société		X	
– Engagements financiers donnés	X		
– Autres opérations non inscrites au bilan		X	
– Engagements financiers reçus		X	
– Crédit-bail		X	
– Engagement de retraite	X		
– CICE	X		
– Aspects environnementaux		X	
– Tableau des cinq derniers exercices	X		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2017, dont le total est de 4 236 864 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 642 375 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2016 au 30/09/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/01/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 83 388 EUR a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2016 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Fonds commercial	637 589			637 589
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 859	14 210	22 052	18 017
Immobilisations incorporelles	663 448	14 210	22 052	655 606
– Installations générales, agencements et – Installations techniques, matériel et outillage – Installations générales, agencements aménagements divers	112 313	3 000	563	114 750
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	202 266	59 879	20 894	241 250
Immobilisations corporelles	314 579	62 879	21 458	356 000
– Participations évaluées par mise en – Autres participations	216 423			216 423
– Autres titres immobilisés	2 313	1 457	2 313	1 457
– Prêts et autres immobilisations financières	113 373	14 959	16 500	111 832
Immobilisations financières	332 110	16 416	18 813	329 713
ACTIF IMMOBILISE	1 310 136	93 505	62 323	1 341 319

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	14 210	62 879	16 416	93 505
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	14 210	62 879	16 416	93 505
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions	22 052	21 458	18 813	62 323
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	22 052	21 458	18 813	62 323

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La société n'adopte aucune traçabilité de cette clientèle qui a pour vocation de disparaître et de se renouveler. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2017
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	433 977
Éléments reçus en apport	
Total	637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 859	2 208	22 052	6 015
Immobilisations incorporelles	25 859	2 208	22 052	6 015
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	95 291	6 332	563	101 059
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	180 578	19 193	20 894	178 877
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	275 869	25 525	21 458	279 936
ACTIF IMMOBILISE	301 728	27 733	43 510	285 951

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-7 312,00	100,00	-816,00
SARL CECH 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	607 878,00	100,00	38 967,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	150 848,00	60,00	30 210,00
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients de plus d'un an et non payées à la date d'établissement des comptes annuels sont provisionnées. Un complément de dépréciation est constatée dossier par dossier en fonction de notre connaissance du dossier.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	111 832		111 832
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 111 629	2 111 629	
Autres	174 195	174 195	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	80 843	80 843	
Total	2 478 499	2 366 667	111 832
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
int.courus s/titres immobilisés	1 457
clients – factures à établir	168 301
fournisseurs – rrr à obtenir	12 292
charges sociales – produits à recev	2 298
etat – produits à recevoir	69 218
interets courus a recevoir	82
Total	253 649

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs fraix généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	1 901	1 901		
– à plus de 1 an à l'origine	52 650	18 655	33 995	
Emprunts et dettes financières divers	7 466	7 466		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	191 623	191 623		
Dettes fiscales et sociales	861 213	861 213		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	40 131	40 131		
Produits constatés d'avance	1 158 555	1 158 555		
TOTAL	2 313 539	2 279 544	33 995	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	52 650			
Emprunts remboursés sur l'exercice				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
fournisseurs – fact. non parvenues	27 747
dettes provis. pr congés à payer	93 935
Charges de personnel à régulariser	3 670
personnel – autres charges à payer	102 223
charges sociales s/congés à payer	40 283
charges sociales – charges à payer	47 603
etat – autres charges à payer	3 815
clients – rrr à accorder	20 080
Total	339 356

Autres informations

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
charges constatées d avance	80 843		
Total	80 843		

Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
produits constatés d avance	1 158 555		

Notes sur le bilan

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Total	1 158 555		

Notes sur le compte de résultat

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2014.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 7 227 euros

Charges de l'exercice : 6 955 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	231 000
Engagements de crédit-bail mobilier	18 106
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	249 106
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 231 000 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 56 994.00 euros.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de formation, de prospection de nouveaux marchés, de reconstitution du fonds de roulement.

STC Audit & Conseil
Société Anonyme
au capital de 521 640 Euros
Siège social : 156, Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING
LILLE METROPOLE B 886.180.181

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 19 MARS 2018

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2017

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 642.375 Euros de la manière suivante :

- Aux actions à titre de dividendes (soit 23 € par action)	521.640 Euros
- Au compte « Autres réserves »	83.388 Euros
- Au compte « Report à nouveau », pour le solde	37.347Euros

Il est précisé que :

- ▼ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 5.313 Euros,
- ▼ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 516.327 Euros.

L'Assemblée Générale prend acte que les actionnaires ont été informés que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,
- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 30 septembre 2014

396.900 €, soit un dividende net par action de 17,50 Euros

Exercice clos le 30 septembre 2015

498.960 €, soit un dividende net par action de 22,00 Euros

Exercice clos le 30 septembre 2016

498.960 €, soit un dividende net par action de 22,00 Euros

Cette résolution est adoptée à ²²⁶³⁰.....actions pour et ⁸..... actions contre.

Certifié conforme
La Présidente



AUDITEUROPE

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

282, rue Jules Vallès

59120 LOOS

Téléphone : 03.20.07.79.51

www.auditeurop.com

S.A S.T.C. Audit et Conseil

156, Chaussée Pierre Curie

Centre Tertiaire Colbert

59200 - TOURCOING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 30 septembre 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société S.T.C. Audit et Conseil de Tourcoing relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment en ce qui concerne le provisionnement des créances clients, ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Loos, le 27 février 2018

AUDITEUROPE
Commissaire aux Comptes



Vincent Hamou, Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/17	Net au 30/09/16
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	18 017	6 015	12 002	
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	356 000	279 936	76 064	38 710
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	216 423		216 423	216 423
Autres titres immobilisés	1 457		1 457	2 313
Prêts				
Autres immobilisations financières	111 832		111 832	113 373
ACTIF IMMOBILISE	1 341 319	285 951	1 055 367	1 008 409
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 111 629	248 100	1 863 530	1 887 345
Fournisseurs débiteurs	15 500		15 500	7 125
Personnel	3 247		3 247	73
Etat. Impôts sur les bénéfices	38 151		38 151	90 739
Etat. Taxes sur le chiffre d'affaires	32 079		32 079	30 312
Autres créances	85 217		85 217	75 088
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	400 303		400 303	400 340
Disponibilités	662 627		662 627	485 551
Charges constatées d'avance	80 843		80 843	61 277
ACTIF CIRCULANT	3 429 596	248 100	3 181 496	3 037 850
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	4 770 915	534 051	4 236 864	4 046 259

Bilan

	Net au 30/09/17	Net au 30/09/16
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	620 603	546 195
Report à nouveau	77 546	32 877
Résultat de l'exercice	642 375	618 037
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	1 914 328	1 770 913
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	52 650	
Découverts et concours bancaires	1 901	1 095
Emprunts et dettes financières diverses	7 466	6 766
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	11 931	14 958
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	8 996	7 348
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 623	173 492
Personnel	199 829	197 732
Organismes sociaux	217 675	214 374
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	385 356	409 503
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	58 354	56 137
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	28 200	14 384
Produits constatés d'avance	1 158 555	1 179 558
DETTES	2 322 535	2 275 345
Ecarts de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	4 236 864	4 046 259

Compte de résultat

	30/09/17	30/09/16
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 438 458	5 299 618
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	133 448	108 261
Total	5 571 906	5 407 879
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 300 372	1 240 811
Total	1 300 372	1 240 811
Impôts, taxes et vers. assim.	106 076	100 759
Salaires et Traitements	2 181 665	2 191 592
Charges sociales	899 735	908 178
Amortissements et provisions	120 647	112 938
Autres charges	58 702	49 717
Total	3 366 825	3 363 186
RESULTAT D'EXPLOITATION	904 710	803 882
Produits financiers	4 293	37 248
Charges financières	151	
Résultat financier	4 142	37 248
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	908 851	841 130
Produits exceptionnels		4 420
Charges exceptionnelles		-4 420
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	266 476	218 673
RESULTAT DE L'EXERCICE	642 375	618 037

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2017, dont le total est de 4 236 864 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 642 375 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2016 au 30/09/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/01/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 83 388 EUR a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2016 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Fonds commercial	637 589			637 589
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 859	14 210	22 052	18 017
Immobilisations incorporelles	663 448	14 210	22 052	655 606
- Installations générales, agencements et - Installations techniques, matériel et outillage - Installations générales, agencements aménagements divers	112 313	3 000	563	114 750
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	202 266	59 879	20 894	241 250
Immobilisations corporelles	314 579	62 879	21 458	356 000
- Participations évaluées par mise en - Autres participations	216 423			216 423
- Autres titres immobilisés	2 313	1 457	2 313	1 457
- Prêts et autres immobilisations financières	113 373	14 959	16 500	111 832
Immobilisations financières	332 110	16 416	18 813	329 713
ACTIF IMMOBILISE	1 310 136	93 505	62 323	1 341 319

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	14 210	62 879	16 416	93 505
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	14 210	62 879	16 416	93 505
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions	22 052	21 458	18 813	62 323
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	22 052	21 458	18 813	62 323

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La société n'adopte aucune traçabilité de cette clientèle qui a pour vocation de disparaître et de se renouveler. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2017
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	433 977
Éléments reçus en apport	
Total	637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 859	2 208	22 052	6 015
Immobilisations incorporelles	25 859	2 208	22 052	6 015
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	95 291	6 332	563	101 059
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	180 578	19 193	20 894	178 877
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	275 869	25 525	21 458	279 936
ACTIF IMMOBILISE	301 728	27 733	43 510	285 951

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-7 312,00	100,00	-816,00
SARL CECH 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	607 878,00	100,00	38 967,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	150 848,00	60,00	30 210,00
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients de plus d'un an et non payées à la date d'établissement des comptes annuels sont provisionnées. Un complément de dépréciation est constatée dossier par dossier en fonction de notre connaissance du dossier.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	111 832		111 832
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 111 629	2 111 629	
Autres	174 195	174 195	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	80 843	80 843	
Total	2 478 499	2 366 667	111 832
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
int.courus s/titres immobilisés	1 457
clients – factures à établir	168 301
fournisseurs – rrr à obtenir	12 292
charges sociales – produits à recevoir	2 298
etat – produits à recevoir	69 218
interets courus a recevoir	82
Total	253 649

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs frais généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
-- à 1 an au maximum à l'origine	1 901	1 901		
-- à plus de 1 an à l'origine	52 650	18 655	33 995	
Emprunts et dettes financières divers	7 466	7 466		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	191 623	191 623		
Dettes fiscales et sociales	861 213	861 213		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	40 131	40 131		
Produits constatés d'avance	1 158 555	1 158 555		
TOTAL	2 313 539	2 279 544	33 995	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	52 650			
Emprunts remboursés sur l'exercice				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
fournisseurs – fact. non parvenues	27 747
dettes provis. pr congés à payer	93 935
Charges de personnel à régulariser	3 670
personnel – autres charges à payer	102 223
charges sociales s/congés à payer	40 283
charges sociales – charges à payer	47 603
etat – autres charges à payer	3 815
clients – rrr à accorder	20 080
Total	339 356

Autres informations

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
charges constatées d'avance	80 843		
Total	80 843		

Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
produits constatés d'avance	1 158 555		

Notes sur le bilan

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Total	1 158 555		

Notes sur le compte de résultat

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2014.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 7 227 euros

Charges de l'exercice : 6 955 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	231 000
Engagements de crédit-bail mobilier	18 106
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	249 106
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 231 000 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 56 994,00 euros.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de formation, de prospection de nouveaux marchés, de reconstitution du fonds de roulement.